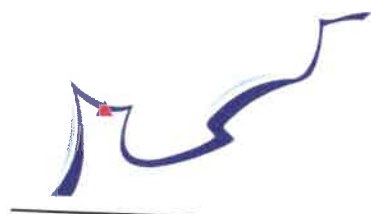


PRÉFECTURE MARITIME DE LA MANCHE ET DE LA MER DU NORD

Cherbourg, le 17 décembre 2015

N° 2-37305-2015 PREMAR MANCHE/AEM/NP



PRÉFECTURE MARITIME DE LA MANCHE  
ET DE LA MER DU NORD

Division « action de l'État en mer »

Bureau « Énergies marines renouvelables »

UGDPML n° 862.2015  
DATE D'ARRIVÉE : 17 DEC. 2015  
RÉPONSE :  
ATTRIBUTAIRE : IF

Le vice-amiral d'escadre Pascal Ausseur  
préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord

à

Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

**OBJET** : demande d'avis – dossier d'instruction administrative – câble « Sea Me We 3 ».

**RÉFÉRENCE** : lettre UGDPML n°637.2015/IF du 15 octobre 2015.

Par lettre citée en référence, vous m'avez adressé pour avis un dossier d'instruction administrative pour la révision d'un cahier des charges attaché à une autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime relative au câble sous-marin « Sea Me We 3 ».

Au regard des responsabilités dont j'ai la charge en application des articles R.2124-4 et R.2124-56 du code général de la propriété des personnes publiques, j'émet un avis conforme à ce projet sous réserve.

Compte tenu de l'arrêt de la cour administrative d'appel de Douai n° 13DA01680 du 05 mars 2015 et du rapport du centre d'études techniques maritimes et fluviales de juin 2010, je demande :

- la mise en place d'une vérification quinquennale du bon ensouillement ou de la bonne protection de ce câble ;
- la mise en œuvre d'une vérification anticipée du câble, dans les eaux françaises, en cas de grande tempête ou de tout phénomène météorologique susceptible de remettre en cause cette protection.

Il est également nécessaire que le Service hydrographique et océanographique de la Marine (SHOM) soit destinataire des relevés effectués afin de mettre à jour les cartes marines.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



COMMANDEMENT DE  
L'ARRONDISSEMENT  
MARITIME DE LA MANCHE  
ET DE LA MER DU NORD

Division opérations

Cherbourg, le 12 NOV. 2015

N° 2-33294-2015/COMAR MANCHE/OPS/NP

Le vice-amiral d'escadre Pascal Ausseur  
commandant la zone maritime de la Manche et de la mer du Nord

à

Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

**OBJET** : câble sous-marin Sea-Me-We 3 – examen d'une modification du cahier des charges.

**RÉFÉRENCE** : votre courrier n° UGDPMML N° 636.2015/if du 15 octobre 2015.

Par votre courrier cité en référence, vous m'avez adressé pour avis une demande d'examen d'une modification du cahier des charges concernant le câble sous-marin Sea-Me-We 3.

Au regard des responsabilités dont j'ai la charge en application de l'article R2124-56 du code général de la propriété des personnes publiques, je vous informe que la modification proposée n'est pas de nature à remettre en cause un avis favorable à ce projet.

UGDPML n° 802.2015  
DATE D'ARRIVÉE : 13 NOV. 2015  
RÉPONSE :  
ATTEBUTARE : 12

Pour le commandant de la zone maritime  
de la Manche et de la mer du Nord et par délégation,  
le capitaine de vaisseau Bertrand Demez  
adjoint opérations,

**DESTINATAIRE** :

- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

**COPIES** :

- OPS/N4
- AEM/EMR-REG3
- Archives (OPS 3.2.4.3. - Chrono)

## PARC NATUREL MARIN DES ESTUAIRES PICARDS ET DE LA MER D'OPALE

Bureau du 23 mars 2017

### Délibération PNMEPMO\_BUR\_2017\_29

#### Avis simple sur la périodicité du contrôle de l'ensouillage d'un câble de télécommunication

Belgacom.

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 334-3 à L. 334-5, R. 334-15, R. 334-33, R. 334-34 et R. 334-36,

Vu le décret n°2012-1389 du 11 décembre 2012 portant création du parc naturel marin des estuaires picards et de la mer d'Opale,

Vu l'arrêté inter préfectoral modificatif 04/2017 portant nomination au conseil de gestion du Parc naturel marin des estuaires picards et de la mer d'Opale,

Vu la délibération PNMEPMO\_2013\_04 relative à l'élection des membres du bureau du conseil de gestion du Parc naturel marin des estuaires picards et de la mer d'Opale,

Vu la délibération PNMEPMO\_2013\_06 relative à l'approbation des délégations de compétences du conseil de gestion au bureau du Parc naturel marin des estuaires picards et de la mer d'Opale,

Vu le plan de gestion du Parc naturel marin des estuaires picards et de la mer d'Opale adopté au conseil de gestion du 10 décembre 2015, et par le conseil d'administration de l'Agence des aires marines protégées le 24 février 2016,

Vu la saisine de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais, en date du 17 février 2017, relative à une demande d'avis sur la périodicité du contrôle de l'ensouillage d'un câble de télécommunication,

Vu les interventions et débats en séance,

Considérant l'étude d'incidence Natura 2000 annexée à la demande d'AOT,

Considérant que cette demande est conforme au plan de gestion du Parc naturel marin,

Considérant que le quorum est atteint et que le bureau du conseil de gestion peut valablement délibérer,

**Le bureau du conseil de gestion adopte les décisions suivantes :**

#### Article unique :

Le Parc naturel marin émet un avis simple favorable assorti des recommandations suivantes :

- Le parc demande à ce que la périodicité du suivi de l'ensouillage du câble soit triennale et que les résultats de ce suivi soient communiqués au Parc ;
- « Les événements météorologiques susceptibles d'affouiller le câble » cités tel quel dans le projet d'arrêté doivent y être définis avec plus de précision concernant les paramètres météo-océaniques à considérer et les seuils d'alerte ;
- Toute modification et/ou intervention sur le câble devra être communiquée au Parc.

UGDPNL n° 339 2017

DATE D'ARRÊTÉ : 06 AVR. 2017

1F



**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**  
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU  
PAS-DE-CALAIS  
Immeuble Foch  
Pôle Etat, Stratégie et Ressources  
Division Domaine et Politique Immobilière de l'Etat  
5 rue du Docteur Brassart - S.P. 15  
62034 Arras CEDEX  
Téléphone : 03.21.23.28.00  
Courriel : [ddfp62.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:ddfp62.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr)

Affaire suivie par Elvira Cachera

Arras, le 13 février 2017

Monsieur le Directeur Départemental des  
Territoires et de la Mer  
Service des Affaires Maritimes et du Littoral  
96, boulevard Gambetta  
62200 Boulogne sur Mer

à l'attention de Isabelle Fourier-Denis

Objet : Dossier d'instruction administrative – concession d'utilisation - Belgacom  
Référence : Votre lettre n°UGDPML 696.2016 du 2 décembre 2017

Par lettre rappelée en référence, vous avez souhaité connaître mes observations et avis sur l'instruction en cours concernant la concession d'utilisation au profit de la Société belgacom.

Ce dossier n'appelle aucune observation de ma part, et j'émet un avis favorable aux modifications apportées au cahier des charges

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques,

LISZCZYNSKI Ingrid

Adjointe au responsable du service local du Domaine

UGDPML n° 150.2017

23 FEV. 2017



COMITE REGIONAL DES PECHEs MARITIMES ET DES ELEVAGES MARINS  
NORD – PAS DE CALAIS / PICARDIE

Boulogne-sur-Mer, le 15 décembre 2016

**Direction Départementale des Territoires  
Et de la Mer  
Délégation à la Mer et au Littoral  
Service des Affaires Maritimes et du Littoral  
96 Boulevard Gambetta  
62200 BOULOGNE SUR MER**

N° 2016/553

**OBJET** : Suivi du Câble SeaMeWe.

**REF** : Aff. suivie par Mme Isabelle FOURRIER – DENIS, courrier  
UGDPML – n° 696.2016/if.

Madame,

Vous nous avez saisis dernièrement pour connaître la position du CRPMEM Nord – Pas de Calais / Picardie concernant le suivi du câble sous-marin SeaMeWe 3.

Le conseil du CRPMEM s'est prononcé à plusieurs reprises sur la pose et le suivi de ce câble, posé dans un premier temps sans autorisation. Il a rappelé l'extrême sensibilité de ce dossier suite au contentieux lié à la régularisation de ce câble.

Plus généralement, s'agissant de la maintenance de câbles sous-marins posés dans le secteur Manche est – sud mer du Nord et plus précisément dans le Détroit particulièrement fréquenté, nous rappelons les demandes récurrentes des professionnels en la matière : information des professionnels dans le strict respect de l'arrêté préfectoral n° 11/2000 sur le signalement des opérations relatives aux travaux sous-marins dans les eaux sous souveraineté française de la Manche et de la Mer du Nord et survey annuel du tracé du câble pour éviter toute croche. A ce titre, les professionnels ont rappelé que la zone est fréquentée à longueur d'année par des chalutiers français et étrangers et qu'il importe pour leur sécurité et celle de leurs équipages de s'assurer régulièrement du bon ensouillage des câbles sous-marins. S'agissant de sécurité maritime, nous ne comprenons pas la volonté de Belgacom de se désengager sur ce point.

Veuillez agréer, Madame, l'assurance de notre considération distinguée.

**O. LEPRETRE**

  
**President**

UGDPML n° 876.2016

DATE D'ENVOI : 19 DEC. 2016

ATTACHAIRE : if



UGDPL n° 68-2017

23 JAN 2017

17-

Orange

IMT / OINIS / TNS / NSS

61, rue des Archives

75 003 Paris

Affaire suivie par

Pierre Perrachon : +33 1 40 29 62 89

pierre.perrachon@orange.com

**PREFECTURE DU PAS DE CALAIS**

**DDTM – Délégation à la Mer et Littoral**

**M. Stéphane BRIMEUX**

**96, bd Gambetta**

**62 200 Boulogne sur mer**

Paris, le 11 Janvier 2017

Monsieur,

J'ai bien reçu votre courrier du 02 Décembre 2016, concernant l'instruction administrative du câble de télécommunications SEA-ME-WE 3 qui occupe le domaine public dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais.

Les sociétés BELGACOM, basée en Belgique et BT, basée en Angleterre sont en charge de la maintenance du segment 10-2 du SEA-ME-WE 3 entre Goonhilly (UK) et Ostende (Belgique).

En effet, le consortium SEA-ME-WE 3 a assigné à ces deux opérateurs la responsabilité opérationnelle et administrative du segment 10-2. En conséquence, seuls BT et BELGACOM sont les opérateurs autorisés à s'exprimer au nom des copropriétaires de SEA-ME-WE 3.

Pour information, Orange est aussi un copropriétaire de SEA-ME-WE 3, mais sa responsabilité s'exerce sur d'autres segments, mais pas pour le segment 10.2.

Je vous suggère donc d'adresser votre courrier à Belgacom qui a procédé à la régularisation du segment SEA-ME-WE 3 10-2 comme vous l'avez mentionné dans votre courrier.

Je vous communique les coordonnées du correspondant Belgacom pour le consortium SEAMEWE3:

Mr Jean Marc Lhostte

E-mail : jean-marc.lhostte@bics.com

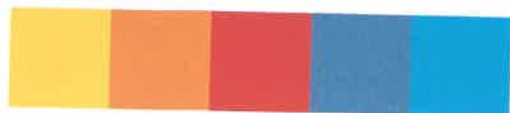
Adresse : Rue Lebeau - 4 1000 Brussels - BELGIUM

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

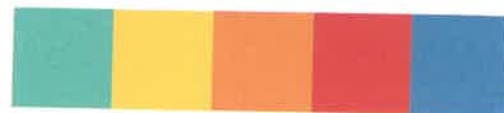
Michel PIETON

Directeur Transport Network & Support





# Les Dunes de Flandre



Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre  
124 Avenue du Large - BP 83  
59942 Dunkerque Cedex 2  
Tél. 03 28 24 59 99 / Fax. 03 28 24 59 70  
[contact@lesdunesdeflandre.fr](mailto:contact@lesdunesdeflandre.fr)  
[www.lesdunesdeflandre.fr](http://www.lesdunesdeflandre.fr)

Dunkerque, le 13 décembre 2016

Madame Fabienne BUCCIO  
Préfète du Pas-de-Calais  
Direction Départementale des Territoires  
et de la Mer  
Délégation à la Mer et au Littoral  
Service des Affaires Maritimes et du Littoral  
Unité de Gestion du Domaine Public  
Maritime et du Littoral  
96 Boulevard Gambetta  
62200 BOULOGNE-SUR-MER

N/Réf. : PC/CR/EK 2016 -404  
V/Réf. : UGDPML – n°696.2016/if  
Objet : dossier d'instruction administrative

UGDPML n° 889-2016  
21 DEC. 2016  
if

Madame la Préfète,

J'ai bien reçu le dossier concernant le câble segment 10-2 SEA ME WE 3, et je vous en remercie.

Après étude de celui-ci, je n'ai pas d'observation particulière à apporter.

Restant à votre disposition pour toute information complémentaire,

Je vous prie d'agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes salutations distinguées.

Cordialement

Le Président,

Paul CHRISTOPHE.



**Mairie de Camiers**

Sainte Cécile - Saint Gabriel

Rue du Vieux Moulin - BP 19

62176 CAMIERS

Tél. 03 21 84 93 11

Fax : 09 72 14 32 14

E-mail : mairie@camiers.fr

Site : www.camiers.fr

**DDTM**

**Service des Affaires Maritimes et du Littoral**

**Unité de Gestion du Domaine Public Maritime et du Littoral**

**96 boulevard Gambetta**

**62200 BOULOGNE SUR MER**

Camiers, le 19 décembre 2016

**Affaire suivie par :** Caroline JACOB-Service urbanisme

**Nos Références :** GC/JJ/FM/CJ/2016-518

**Vos Références :** 2016 10 25 DDTM

**Affaire suivie par :** Isabelle FOURRIER-DENIS

Monsieur,

Je reviens vers vous concernant votre correspondance en date du 23 novembre 2016 relative au câble Sea Me We 3 enfoui dans le sous-sol de la mer territoriale française au droit des départements du Nord et du Pas-de-Calais.

Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que la commune de CAMIERS est faiblement impactée par les activités liées à l'exploitation du câble Sea Me We 3.

En conséquence, je n'ai aucune observation à formuler sur ce dossier.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire,

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'expression de mes salutations distinguées.

**Le Maire**

**Gaston CALLEWAERT**

VGDPAL n° 896.2016  
DATE D'ARRIVÉE : 23 DEC. 2016  
RÉPONSE :  
ATTENDUE : IF





COMMUNE d'AMBLETEUSE



Ambleteuse, le 30 Novembre 2016

**Objet/ Gestion domaniale DPM\Concessions\concessions d'utilisation du DPM\BELGACOM\dossier instruction administrative\2016 1025 DDTM.**

Vos références : UGDPML- 653.2016/if  
Affaire suivie par Isabelle FOURRIER-DENIS

Monsieur le Directeur,

Pour faire suite à votre courrier reçu en Mairie le 29 Novembre 2016, concernant la modification du cahier des charges pour la concession d'utilisation du Domaine Public Maritime en vue de l'exploitation d'un câble sous-marin de Télécommunications, je vous informe que je n'ai aucune observation à formuler et que j'émetts un avis favorable pour ce dossier.

distingués.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, en l'expression de mes sentiments



Le Maire,

A.LELIEVRE DU BROEUILLE.

Direction Départementale des Territoires et de la Mer  
Du Pas-de-Calais  
Délégation à la mer et au Littoral  
Unité de Gestion du Domaine Public Maritime  
96 Bd Gambetta  
62200 Boulogne-Sur-Mer

UGDPML n° 853-2016

DATE D'EXPIRATION : 15 DEC. 2016  
REMARQUES : IF →